



COMMUNIQUÉ DE PRESSE - 02 avril 2024

Les utilisateurs professionnels de produits et services numériques en Europe condamnent fermement le comportement de Broadcom sur le marché et appellent la Commission européenne à prendre les mesures qui s'imposent.

Paris, le mardi 02 avril 2024 - Nos quatre associations, Beltug en Belgique, Cigref en France, CIO Platform Nederland aux Pays-Bas et Voice en Allemagne, qui représentent collectivement plus de mille grandes entreprises européennes utilisatrices de technologies numériques, ont envoyé à la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ainsi qu'à plusieurs responsables politiques au niveau français et européen, un courrier attirant leur attention sur les comportements inacceptables de Broadcom au sein de l'Union européenne, concernant les produits VMware.

Par ce courrier, nos quatre associations demandent à la Commission européenne de prendre d'urgence les mesures nécessaires pour résoudre ce désordre sur le marché de la virtualisation. De tels comportements nécessitent des interventions politiques et ne doivent pas être laissés aux seuls techniciens du droit de la concurrence. La Commission européenne doit protéger les utilisateurs professionnels européens de VMware contre ce type de pratiques abusives, dont nous avons anticipé le risque dans nos contributions à l'enquête sur l'acquisition de VMware par Broadcom.

Aujourd'hui, nous demandons à la Commission européenne d'exprimer son point de vue sur cette situation qui résulte de l'accord qu'elle a donné à la fusion entre Broadcom et VMware. Nous lui demandons également de nous éclairer sur les actions qui peuvent être menées, par elle-même, par nos associations professionnelles, ainsi que par les organisations qu'elles représentent. D'une part, il est indispensable d'empêcher la ponction financière exorbitante, illégitime et stérile, de l'ordre d'une quinzaine de milliards d'euros au moins au cours des 24 prochains mois sur le périmètre de l'Union européenne, que Broadcom s'apprête à commettre en imposant des licences logicielles abusives, au détriment de l'économie européenne. D'autre part, il est nécessaire de dissuader d'autres éditeurs de logiciels de s'engager à l'avenir dans des comportements potentiellement illicites et aussi peu éthiques que ceux de Broadcom.

Vous disposez, en pièce jointe, du courrier envoyé à la Présidente de la Commission européenne.

